Projet de règlement grand-ducal

modifiant

- 1. le règlement grand-ducal du 26 septembre 2008 déterminant le niveau de rémunération minimal pour un travailleur hautement qualifié en exécution de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;**
- 2. le règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 définissant les critères de ressources et de logement prévus par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;**
- 3. le règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.**

Avis du Conseil d'Etat

(17 janvier 2012)

Par dépêche du 16 décembre 2011 du Premier Ministre, Ministre d'Etat, le Conseil d'Etat a été saisi du projet de règlement grand-ducal sous rubrique qui a été élaboré par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.

Au projet de règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

Le projet de règlement grand-ducal vise à modifier les dispositions de trois règlements grand-ducaux en vigueur afin de les adapter à la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié (ci-après: « la directive »), transposée en droit national par la loi du 8 décembre 2011, non encore publiée.

Examen des articles

Article 1^{er}

Selon le projet sous avis, cet article entend adapter le seuil à partir duquel un salarié est considéré comme « hautement qualifié », le rendant éligible à bénéficier des dispositions de la directive. Le Gouvernement a opté pour l'introduction d'un double seuil. La directive exige en effet que le salaire brut mensuel ou annuel convenu ne soit pas inférieur « à un seuil pertinent défini et rendu public à cette fin par les Etats membres, qui sera au

moins égal à une fois et demi le salaire annuel brut ». Le nouvel article 45 (1^{er}) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, résultant de la loi du 8 décembre 2011, dispose que le susdit seuil salarial sera à fixer par règlement grand-ducal.

Le Conseil d'Etat note que le Gouvernement entend faire fruit de la disposition de l'article 5 (5) de la directive, aux termes duquel il peut être dérogé au seuil minimal d'une fois et demie le salaire brut moyen « pour l'emploi dans des professions ayant un besoin particulier de travailleurs ressortissants de pays tiers et appartenant aux principaux groupes 1 et 2 de la CITP¹ ». Pour assurer une meilleure compréhension de cette notion, le Conseil d'Etat demande au Gouvernement d'intégrer le tableau (CITP) dans le texte même du règlement grand-ducal. Pour ces travailleurs, le seuil de rémunération doit être fixé à au moins 1,2 fois le salaire annuel brut moyen dans l'Etat membre concerné.

Dans la mesure où le salaire brut moyen luxembourgeois est relativement élevé, comparé aux pays voisins, le Conseil d'Etat approuve l'introduction de ce double seuil.

Il paraît toutefois inutile de préciser dans le règlement grand-ducal que la liste des professions pour lesquelles une dérogation est prévue sera communiquée annuellement à la Commission européenne. Cette obligation résulte de l'article 5 (5) de la directive et a trait exclusivement aux relations entre le Gouvernement et la Commission européenne..

Par contre, et dans la mesure où la décision est à prendre par plusieurs départements ministériels², il y a lieu de prévoir une disposition d'après laquelle la liste des dérogations décidées par le Gouvernement en conseil est prise par un règlement du Gouvernement en conseil.

¹ La CITP (Classification Internationale Type des Professions) est opérée par l'OCDE et se présente comme suit:

Grands groupes de la CITP	Niveaux scolaires correspondants
1. Directeurs, cadres de direction et gérants	Premier cycle de l'enseignement supérieur (durée brève ou moyenne)
1.1. Directeurs généraux, cadres supérieurs	
1.2. Directeurs de services administratifs et commerciaux	
1.3. Directeurs et cadres de direction, production et services spécialisés	
1.4. Directeurs et gérants de l'hôtellerie, la restauration, le commerce et autres services	
2. Professions intellectuelles et scientifiques	Deuxième cycle de l'enseignement supérieur (conduisant au titre de chercheur)
2.1. Spécialistes des sciences et techniques	
2.2. Spécialistes de la santé	
2.3. Spécialistes de l'enseignement	
2.4. Spécialistes en administration d'entreprises	
2.5. Spécialistes des technologies de l'information et des communications	
2.6. Spécialistes de la justice, des sciences sociales et de la culture	

² Arrêté royal grand-ducal modifié du 9 juillet 1857 portant organisation du Gouvernement grand-ducal.

Article 2

Cet article introduit un article *3bis* dans le règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 définissant les critères de ressources et de logement prévus par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. L'article contient une transposition fidèle de l'article 9 (3) b) de la directive et n'exige pas d'observation particulière.

Article 3

1°: Le Conseil d'Etat renvoie à ses observations figurant sous le point 2° de son avis du 4 octobre 2011 relatif à la loi du 8 décembre 2011 modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

2°: Sans observation.

Article 4

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 17 janvier 2012.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder